

A notre avis, il faudrait autoriser les exportations de gaz naturel aux États-Unis seulement après avoir obtenu d'eux une garantie absolue quant à la construction de tout le gazoduc de l'Alaska. Il faudrait que ce soit signé, ratifié et confirmé, en particulier le régime de financement et les garanties financières, avant que nous n'exportions un seul pied cube de gaz canadien aux États-Unis. Tout doit être signé, particulièrement les garanties financières avant que nous ne commençons à exporter un seul pied cube de gaz vers les États-Unis.

Eh bien, nous avons le faux ministre de l'Industrie et du Commerce, le ministre des Finances qui est encore plus faux, et maintenant voici ce brave monsieur qui se pique d'être ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et qui essaie de nous faire croire que tout d'un coup, comme par magie, la lumière s'est faite et qu'il voit une nouvelle vérité. Il parle vraiment au nom du parti libéral et dans le meilleur intérêt des Canadiens. Quel genre d'absurdité est-ce là? A quelle espèce d'absurdité avons-nous affaire? Nous sommes en face d'un parti politique en banqueroute qui vend le pays pour une bouchée de pain, un parti politique qui fait volte-face et permet des travaux qui causeront effectivement des privations indescriptibles au cours des années à venir. Nous sommes en face d'un parti politique qui ne défend pas les intérêts des Canadiens, un parti politique qui dit ce qui lui plaît un jour et le contraire le lendemain.

Une voix: Et votre parti l'a appuyé en décembre dernier.

M. Deans: Il ne modifie même pas un peu sa position, c'est une volte-face à chaque fois. On en arrive à s'interroger au sujet de ce parti politique, qu'il soit au pouvoir ou dans l'opposition, il est formé d'une bande de gens très bizarres.

Non seulement ils ont fait valoir ces arguments au cours d'un débat à la Chambre des communes, et non seulement ils ont défendu ces positions pour tâcher d'embarrasser le parti conservateur, ce qui est très facile, mais ils sont ensuite partis en campagne électorale en disant aux Canadiens qu'ils mettraient en œuvre une politique énergétique qui défendrait les intérêts des Canadiens.

Le 25 janvier, quand le premier ministre (M. Trudeau) a prononcé un discours à Halifax, il a dit très clairement que le parti libéral établirait une politique énergétique qui satisferait à toutes les conditions qui garantiraient aux Canadiens l'accès à leurs ressources, qui mettrait à la disposition des Canadiens des ressources énergétiques dont ils ont besoin à un prix qu'ils ont les moyens de payer, et que nous verrions que la politique énergétique qu'ils formuleraient, s'ils étaient réélus, permettrait de répondre aux besoins présents et futurs du Canada. Par exemple, ils ont dit qu'ils construiraient un gazoduc pour que tous les Canadiens puissent avoir accès à leurs ressources. Les libéraux devaient prendre immédiatement des mesures pour entamer des négociations touchant la construction d'un gazoduc jusqu'à Québec et dans les Maritimes. Dans un premier temps, il devait transporter le gaz naturel vers l'Est, mais quand les réserves des Maritimes seraient suffisamment développées, ce pipe-line serait semblable à un chemin de fer pour transporter le gaz naturel, c'est-à-dire qu'il pourrait aussi acheminer les approvisionnements dans l'autre sens.

Une voix: Le doublage des voies.

M. Deans: Peut-être faisait-il allusion au doublage des voies. Il a ajouté que les libéraux feraient en sorte d'accroître la mainmise canadienne dans le secteur énergétique. Il a aussi dit qu'ils créeraient des industries près des sources d'énergie afin que les régions productrices de l'Ouest et d'ailleurs soient les premières à traiter les ressources. Et où va-t-on les traiter?

Ajournement d'été

Dans le sud des États-Unis? Est-ce là la politique du gouvernement? Les libéraux ont parcouru le pays pour se gagner des appuis au cours de la campagne électorale. Lorsque le parti conservateur a approuvé la vente de 3.75 billions de pieds cubes de gaz aux États-Unis le 9 janvier dernier, le premier ministre, qui était alors chef de l'opposition, a déclaré:

En approuvant cette exportation, sans conditions, le gouvernement a porté un autre coup à notre développement industriel.

Il parlait du gouvernement conservateur. Les députés vont se poser des questions au sujet de ce parti politique. Que faut-il en croire? Le parti libéral, lorsqu'il n'est plus au pouvoir, dit n'importe quoi pour reprendre sa place et, lorsqu'il l'a, il fait n'importe quoi pour se débarrasser des richesses de notre pays. J'avais un collègue à l'Assemblée législative qui utilisait parfois une expression que je vais répéter et que les députés ont certainement déjà entendue. Il disait que confier les richesses naturelles aux libéraux, c'est comme confier une banque de sang à Dracula.

● (2030)

La voie que le gouvernement va suivre comporte quelques embûches et présente des risques qui ont échappé aux partisans des libéraux. J'ai éprouvé un malaise l'autre soir en voyant les libéraux s'empresser d'appuyer le ministre de l'Énergie lorsqu'il a fait sa déclaration. Je les ai regardés applaudir frénétiquement au bradage de nos richesses naturelles, à la construction d'un pipe-line au moyen de richesses dont nous aurons besoin, pour satisfaire aux exigences américaines. J'ai assisté à tout cela. Je me suis dit qu'ils ne comprenaient sûrement pas la situation, qu'ils n'avaient sûrement pas les preuves sous les yeux. J'ai pensé qu'ils ne savaient pas de quoi il s'agissait ou alors qu'on pouvait facilement les induire en erreur. C'est pourquoi j'ai décidé de faire inscrire ce soir au compte rendu certaines des raisons qui me portent à croire que cette proposition est néfaste pour le Canada, tant aujourd'hui que pour l'avenir.

Tout d'abord, on a dit qu'à la vitesse où l'on découvre le gaz naturel, non seulement au Canada mais également dans les 48 États américains du Sud et dans le golfe du Mexique, il est possible, voire probable, qu'on renonce au projet. En effet, il en coûtera trop pour transporter le gaz de l'Alaska et, à un moment donné, les États-Unis pourront trouver du gaz plus facilement et à meilleur marché, non seulement dans leur pays mais également dans le nôtre; ils auront accès à nos réserves de gaz naturel et n'auront donc aucune raison de dépenser des milliards de dollars pour exploiter une source d'énergie qui coûte cher si nous leur permettons de jouir librement de sources d'énergie à meilleur marché.

En outre, il n'y a aucun doute que lorsque nous aurons approuvé la construction du premier tronçon canadien, les Canadiens devront financer tout le projet en continuant à exporter le gaz naturel qui nous appartient bien après le délai assez court que prévoit la décision actuelle. En outre, il est indubitable que l'histoire de la dernière décennie se répète. C'est déjà le même gouvernement libéral qui a fait autrefois toutes sortes de grandes prédictions quant à l'importance de nos ressources pétrolières et qui a commencé à les vendre dès qu'il l'a pu pour presque rien, jusqu'à ce que nous soyons obligés d'aller sur le marché racheter du pétrole pour répondre à nos besoins. Nous avons alors dû payer un prix très nettement supérieur aux frais de production.